

Unité départementale Le Havre
48 Rue Denfert Rochereau
76600 Le Havre

Le Havre, le 07/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE HAUGUEL SA

37 Rue de Saint Laurent
Hameau de Gournay
76700 Gonfreville-L'orcher

Références : 20241218_Distillerie_Hauguel_Exercice_POI
Code AIOT : 0005800600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement DISTILLERIE HAUGUEL SA implanté 37, route de Saint-Laurent Hameau de Gournay en Caux 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 11/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La Distillerie Hauguel est placée sous le régime de la Non-Autonomie au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens de liquides inflammables. A ce titre, un arrêté préfectoral complémentaire impose à cet exploitant la réalisation annuelle d'un exercice pour tester son Plan d'Opération Interne (POI), avec la participation des sapeurs pompiers selon leur disponibilité.
L'exercice annuel de 2024 a été organisé par l'exploitant le 18 décembre 2024, avec le concours du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) 76.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE HAUGUEL SA
- 37, route de Saint-Laurent Hameau de Gournay en Caux 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Distillerie HAUGUEL est spécialisée dans le négoce, le mélange, le recyclage, la distillation et le conditionnement de solvants et d'alcools. Elle est implantée à Gonfreville-l'Orcher et emploie 22 personnes pour une activité globale de 15 000 tonnes vendues par an.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice incendie et formation du personnel	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 13	Sans objet
2	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.7.1	Sans objet
3	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.7.2	Sans objet
4	Exercice incendie et formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI annuel de 2024 a été organisé par l'exploitant et avait pour objet un départ de feu dans une rétention commune à plusieurs bacs de stockage d'alcools. L'alerte est donnée sur le site par une alarme sonore et l'organisation en place permet une réponse opérationnelle rapide. Les moyens d'extinction prévus sont disponibles et mis en œuvre très rapidement par une équipe d'intervention dédiée. Le poste de commandement exploitant est mis en place en parallèle et gère la communication externe vers les autorités et les voisins ainsi que l'accueil des secours. Dans le cadre de l'exercice, un dysfonctionnement supposé des moyens de l'exploitant a obligé à établir une stratégie de protection et d'extinction avec l'échelon de reconnaissance du SDIS 76.

L'exercice a duré 2 heures et a démontré une bonne maîtrise opérationnelle et organisationnelle de la Distillerie Hauguel en situation de crise. La coordination interne entre l'équipe terrain et le poste de commandement exploitant est satisfaisante. La coordination avec le SDIS 76 pour l'élaboration d'une stratégie de protection des équipements et d'extinction l'est également.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice incendie et formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI annuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 7.6.8 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2009 est complété par les prescriptions suivantes :</p> <p>Un exercice pour tester le POI est organisé régulièrement, à une fréquence minimale d'une fois par an. Dans le but d'optimiser les chances que les sapeurs pompiers puissent se rendre disponible pour participer aux exercices POI, l'exploitant transmet au service d'incendie et de secours la date prévisionnelle du prochain exercice au moins 3 mois avant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le test du Plan d'Opération Interne (POI) du 18 décembre 2024 a été organisé et réalisé suite à une visite de l'inspection des installations classées le 15 novembre 2024. Il avait été constaté le non respect de la fréquence annuelle de réalisation d'un exercice POI, comme prévu dans l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 mars 2023, et l'inspection des installations classées avait demandé dans son rapport de visite sa réalisation avant le 31 décembre 2024 (point de contrôle n° 7).</p> <p>L'exercice POI a été organisé par l'exploitant conjointement avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). Il était prévu la présence de moyens de terrain du SDIS 76, mais ces derniers étaient mobilisés le 18 décembre 2024 sur des interventions en situation réelle. L'échelon de reconnaissance du SDIS 76 a participé à l'exercice, accompagné de deux observateurs sapeurs pompiers organisateurs de l'exercice avec l'exploitant.</p> <p>La prescription d'un exercice POI annuel est respectée pour l'année 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte d'évacuation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte et déclenche un système d'alarme sonore, fixe, distinct des autres signaux sonores utilisés dans l'établissement. Ce système est audible en tout point des bâtiments (bâtiments d'exploitation ou de stockage et bureaux) pendant le temps nécessaire à l'évacuation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exercice a été déclenché par l'exploitant à 09h15 par la simulation d'une détection d'incendie au niveau de la zone 4 de stockage d'alcools en bacs aériens. La centrale incendie a activé le système sonore d'alerte : l'information est communiquée à l'ensemble des personnes présentes sur le site par une alarme sonore audible depuis le bâtiment administratif. Cette alarme sonore déclenche l'évacuation du personnel et des visiteurs vers le point de rassemblement et l'activation de l'équipe d'intervention. Les membres du poste de commandement exploitant sont également mobilisés par cette alarme sonore.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. [...]</p> <p>Le P.O.I. doit être homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) datant d'avril 2021. Il est complété par un document établi avec le SDIS 76 dans le cadre du statut de non autonomie de la Distillerie Hauguel en cas d'incendie : la fiche FIRE. Cette fiche, datée d'octobre 2022, présente de manière synthétique pour les services de secours les dangers du site et les moyens de défense incendie disponibles.</p> <p>Un exemplaire papier du POI est disponible, dans sa version en vigueur, dans le poste de commandement exploitant. Le POI a également été transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exercice incendie et formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI annuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un personnel spécialement désigné est formé périodiquement à la manœuvre des moyens de secours (canons mobiles à mousse ou à eau, hydrants, RIA, extincteurs, utilisation des raccords, ...), à la conduite à tenir en cas de sinistre ou d'une situation dangereuse et aux consignes de mise en sécurité des installations avec la localisation du matériel de sécurité et des coupures de sources d'énergie. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Après le déclenchement de l'alarme sonore, le rassemblement du personnel et des visiteurs s'est effectué rapidement en partie ouest du site, près de l'entrée du personnel. Les moyens d'extinction ont été mis en œuvre dans un délai de 2 minutes par une équipe dédiée, opérationnelle très rapidement. Le poste de commandement exploitant a été mis en place dans une zone éloignée des installations de stockage des alcools, dans un local dédié, et les messages d'alerte vers les autorités et les riverains passés dans un délai rapide. Les officiers du SDIS 76 ont été accueillis par une personne dédiée à l'entrée du site et guidés vers le poste de</p>

commandement exploitant.

Dans un deuxième temps, dans le cadre de l'exercice, il a été imaginé le dysfonctionnement des moyens d'extinction de l'exploitant et une stratégie de recours aux moyens du SDIS construite à la fois au niveau du poste de commandement exploitant que du terrain par l'exploitant et les membres de l'échelon de reconnaissance.

Un exercice POI en 2021 avait fait l'objet d'un rapport de visite de l'inspection des installations classées. Les points forts relevés lors de cet exercice 2021 ont été confirmés lors de l'exercice 2024 (calme, réactivité et bonne organisation des personnels de la Distillerie Hauguel). Les axes d'amélioration relevés en 2021 ont été intégrés dans l'organisation de l'exploitant et ont permis lors de l'exercice 2024 :

- une bonne communication par talkie-walkie entre le terrain et le poste de commandement exploitant ;
- de déterminer les stocks en m3 au lieu d'hectolitres ;
- de poster quelqu'un à l'entrée prévue pour l'arrivée des secours ;
- de faire en sorte que l'accès soit libre pour les secours ;
- la présence de raccords adaptés au niveau du groupe motopompe pour les tuyaux du SDIS 76 ;
- la rédaction conjointe avec l'officier du SDIS d'un communiqué de presse.

Les pistes d'amélioration dégagées lors de cet exercice sont les suivantes :

- étudier la possibilité d'installer dans le poste de commandement exploitant d'autres tableaux blancs ainsi que des tablettes périphériques (bureaux d'appoint) ;
- faire vivre au poste de commandement exploitant une main courante qui permet à tout nouvel arrivant de s'informer sans perturber les personnes présentes ;
- exprimer les niveaux de bacs en pourcentage de remplissage afin de pouvoir identifier rapidement les bacs sensibles lors d'un feu de cuvette de rétention ;
- réfléchir à la nature du barrage préventif à mettre en place dans la rivière en cas d'incendie et à approvisionner le matériel nécessaire (à intégrer dans la prochaine mise à jour du POI) ;
- évaluer régulièrement, et ce dès le début du POI, les niveaux d'eau et/ou de mousse dans les cuvettes de rétention, dans les bacs de récupération des eaux pluviales et au bassin de confinement du site.

Type de suites proposées : Sans suite